



Mission de l'Organisation
des Nations Unies pour
la Stabilisation en République
démocratique du Congo

ECHOS *de la* MONUSCO

L'ONU et les
partenaires mobilisés
aux côtés de la RDC
contre Ebola



Maintien de la paix des Nations Unies :
**70 ans de service et
de sacrifice**

JOURNÉE INTERNATIONALE DES CASQUES BLEUS EN RDC

✍ Par Charles Antoine Bambara*

“70 ans de service et de sacrifice”, c’est le thème de la Journée internationale des casques bleus cette année. Une année qui coïncide avec justement les 70 ans d’existence des casques bleus à travers le monde.

En RDC, dans toutes les villes où nous avons une présence de la MONUSCO, la Division de Communication Stratégique et de l’Information Publique conjointement avec d’autres sections et départements de la Mission a organisé des manifestations pour célébrer cette journée. Une journée où nous avons eu une pensée particulière pour les casques bleus tombés sur le champ d’honneur.

A Kinshasa, la Représentante Spéciale du Secrétaire Générale des Nations Unies en RDC a présidé une belle cérémonie à laquelle participait une forte délégation du gouvernement conduite par le vice premier ministre, et ministre des Affaires Etrangères M. Léonard She Okitundu.

Depuis 1999 date de la création de la MONUC, devenue par la suite la MONUSCO, les Nations Unies ont perdu ici en RDC, 327 collègues civils et militaires morts dans l’exercice de leur fonction. Ils étaient venus de par le monde pour participer sous la bannière des Nations Unies à cette recherche de la paix et de la stabilité en RDC. En décembre dernier, la MONUSCO perdait 15 casques bleus tanzaniens morts au combat à Semuliki en territoire de Beni dans la province du Nord Kivu.

Mme Zerrougui a rappelé à cette occasion dans son discours l’importance et la pertinence des missions de paix à travers le monde : “les missions jouent un rôle clé dans le renforcement de la protection des civils et la

neutralisation des groupes armés qui les menacent, le soutien aux processus politiques et électoraux, le désarmement et la démobilisation des anciens combattants, la lutte contre l’impunité et la promotion et protection des droits de l’homme”.

Il faut dire que la MONUSCO entend mettre en œuvre pleinement cette mission de protection des civils avec l’arrivée du nouveau commandant de la Force de la MONUSCO en la personne du général brésilien Elias Rodrigues Martins Filho. Aussitôt arrivé en terre congolaise, le général Martin Filho est allé à la rencontre de ses troupes.

Mais cette célébration ne peut faire oublier ici en RDC, l’engagement de la MONUSCO à appuyer et aider les agences du système des Nations Unies et les Organisations humanitaires engagées sur le front de la lutte contre l’épidémie d’Ebola qui sévit dans la province de l’Equateur. La MONUSCO a rouvert une ligne aérienne quotidienne Kinshasa-Mbandaka et a mise à la disposition des acteurs humanitaires un hélicoptère pour atteindre les villes secondaires et villages de l’intérieur touchés par l’épidémie. A cela s’ajoute la réfection de l’ancien terminal de la MONUSCO à l’aéroport de Mbandaka qui devient une base logistique humanitaire pour la réponse à Ebola.

Gageons que tous ces efforts puissent porter les résultats escomptés et que cette épidémie, la neuvième du genre, soit contenue et annihilée.



*Directeur de la Division de la Communication stratégique et de l’Information publique de la MONUSCO

SOMMAIRE

3 Point de vue

Le service et le sacrifice

4 Journée Internationale des Casques bleus

“Le maintien de la paix de l’ONU : 70 ans de service et de sacrifice

7 Les Casques bleus : qui sont-ils?

9 Vie de la Mission

Retraite à Goma des chefs des bureaux de la MONUSCO pour s’impregner les priorités de la Mission

10 Mme Zerrougui en appelle à la responsabilité de chaque partie

12 Les élections et la protection des civils au centre des préoccupations

13 Elections

Des éclaircies sur un tableau encore sombre

15 Humanitaire

L’ONU mobilisée aux côtés de la RDC et des partenaires face à Ebola

17 Protection

Vers un dispositif sécuritaire pour éradiquer les ADF à Beni

19 Le Général Awalé en visite d’évaluation sécuritaire à Bunia et à Beni

20 Un projet contre le recrutement des enfants dans les groupes armés

21 Droits de l’Homme

Fatou Bensouda : “La lutte contre l’impunité et la prévention des crimes graves sont primordiales pour la stabilité sociale”

22 Soutien du BCNUDH au bureau de Kananga pour l’accès à la justice

23 Stabilisation

Aide de la MONUSCO à 18 radios communautaires de Butembo

Les commentaires et avis émis dans ce magazine par des personnes étrangères à la MONUSCO n’engagent que leurs auteurs.

Directeur de l’Information Publique
Charles Antoine Bambara

Chef de l’Unité des Publications
Aissatou Laba Toure

Rédacteur-en-Chef
Léonard Mulamba

Infographiste
Jésus Nzambi Sublime

Photographes
Michael Ali, John Bompengo

Contributeurs

Salvator Musavuli, Amadou Ba, Alain Coulibaly, Laurent Sam Oussou, Gabriel Wamenya, Tom Tshibangu, Joseph Tshimanga, Marc Maro Fimbo, Bilamekaso Tchagbele, Gisèle Kaj, Nouko Gweny Ange, Jean-Pierre Elali Ikoko, Matthieu Ilunga Shambuyi Wamonatshiebe, Emmanuel Elameji wa kabedi

Le service et le sacrifice

✂ Par Aïssatou Laba Touré/MONUSCO

Dag Hammarskjöld, a été le premier d'entre nous à donner la preuve que notre action, en tant que Casques bleus, repose beaucoup sur ce double énoncé : le service et le sacrifice. Alors Secrétaire Général de l'ONU entre 1953 et 1961, son avion s'était écrasé sur les vertes terres africaines, à l'issue d'une visite à la première mission de l'ONU installée en Afrique, sous l'appellation d'Opération des Nations au Congo (ONUC) de 1960 à 1964. Et ce n'était pas la première Mission installée par l'ONU. Le 29 mai 1948, le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies autorisait la première opération de maintien de la paix des Nations Unies : l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve au Moyen-Orient.

70 ans aujourd'hui que le concept des missions de paix existe et partant les Casques bleus aussi. Plus d'un million de femmes et d'hommes ont servi sous la bannière des Nations Unies et sauvé ainsi d'innombrables vies. Plus de 3 700 Casques bleus ont fait le sacrifice ultime. A l'heure où nous sommes, 14 missions œuvrent à protéger les populations et à faire avancer la cause de la paix. Ce qui fait dire à Antonio Guterres: *"tout en saluant l'héritage laissé par ceux qui, dans le monde entier, ont placé leur vie sous le signe du service et du sacrifice, je tiens à dire combien je suis déterminé à prendre des mesures en faveur du maintien de la paix, des mesures qui visent à rendre nos opérations plus sûres et plus efficaces dans les conditions difficiles qui prévalent aujourd'hui"*.

Comme on le comprend ! Les Casques bleus n'ont pas vocation à se faire tuer, ni à servir de monnaie d'échange lors de prises d'otages, devenues un des exercices favoris des groupes néfastes. Leur vocation première consiste, et on ne le rappellera jamais assez, à assurer la protection, avec le concours de forces de sécurités des pays dans lesquels ils interviennent, des populations vulnérables, à appuyer les institutions pour l'avènement ou le retour d'un Etat de droit, à accompagner les travailleurs humanitaires dans leurs domaines et sur leurs lieux d'intervention et

à appuyer les autorités pour l'instauration d'une société démocratique et égalitaire.

Lorsque notre mission est couronnée de succès, nous ne sommes pas plus fiers que cela, nous pensons avoir fait ce qu'il fallait pour la paix et la sécurité dans le monde. Ces deux objectifs sont notre raison d'être et d'agir. Il n'y en a pas d'autres et ceux qui voudraient y adjoindre d'autres visées finiront par se rendre à la raison. Comment pourrait-on dépenser des milliards de dollars pour détruire ?

Pour l'heure, comme il n'a pas encore été trouvé un autre moyen de ramener la paix et surtout la maintenir, que l'installation d'une mission de paix et par la présence



Hommage à un Casque bleu tombé sur le champs d'honneur

de ses Casques bleus, faisons en sorte que les opérations de maintien de la paix des Nations Unies soient un investissement efficace et comme le dit Guterres, *"Ensemble, engageons-nous à faire tout notre possible pour que cette mission soit couronnée de succès"*.

Et n'oublions jamais, après avoir rempli notre mission de nous incliner devant la mémoire de tous les autres collègues, qui n'ont pas eu la chance de finir la leur, leur élan ayant été coupé par de malheureux événements ou sur le terrain des combats. ■

Célébration à la MONUSCO des 70 ans de service des Casques bleus

“Le maintien de la paix des Nations Unies : 70 ans de service et de sacrifice”

Reconnaissance et hommages unanimes à travers la RDC.

Ils s'interposent entre belligérants ou parties en conflit. Leur objectif, ramener ou stabiliser la paix là où ils sont déployés. Souvent, c'est dans des conditions difficiles, voir au péril de leurs vies. Cas de la République démocratique du Congo. Depuis l'arrivée de la MONUC / MONUSCO en 1999 sur le sol congolais, 327 Casques bleus ont trouvé la mort. Ces hommes et ces femmes sont parfois contraints de faire la guerre pour la paix. Ce 29 mai 2018, cette force des Nations Unies a totalisé 70 ans. Sept décennies de service et de sacrifice. Un anniversaire pour une cause noble célébré partout dans le monde comme au Mali où le Secrétaire Général des Nations Unies Antonio Guterres a séjourné.

En RDC, des manifestations ont eu lieu le 29 mai dernier aussi bien à Kinshasa que dans les différents Secteurs où opèrent les Casques bleus. Défilés des troupes, discours, conférences, diverses manifestations... Réalités sur les Casques bleus dans ce dossier.

✂ Par Joseph Tshimanga et Léonard Mulamba/MONUSCO-Kinshasa (avec le concours de Marc Maro Fimbo et Amadou Ba à Goma, Laurent Sam Oussou à Kananga et Bilamekaso Tchagbele à Uvira)



Commémoration de la Journée Internationale des Casques bleus à Goma



De g. à d., M. Léonard She Okitundu, Vice-Premier ministre et ministre des Affaires Etrangères de la RDC ; Mme Leila Zerrougui, Cheffe de la MONUSCO, Mme Kim Bolduc, adjointe à la Cheffe de la MONUSCO en charge de l'humanitaire, général Gomis, adjoint au Commandant de la Force et général Awalé Abdounasir, chef de la Police de la MONUSCO à la Journée des casques bleus au Quartier Général de la MONUSCO à Kinshasa, le 29 mai 2018

La Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) a commémoré mardi 29 mai 2018 la journée internationale des casques bleus, marquant, cette année, les 70 ans de service des opérations de maintien de la paix. La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo, Mme Leila Zerrougui, a présidé la cérémonie officielle de cette commémoration.

Une parade militaire et un dépôt de gerbes de fleurs ont été organisés, en présence du Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires Etrangères, Léonard She Okitundu (qui conduisait une délégation gouvernementale comprenant le Vice-Premier Ministre et ministre des Transports José Makila Sumanda, la Ministre des Droits Humains Marie-Ange Mushobekwa et la Ministre du Genre, Enfant et Famille Chantal Safu), des ambassadeurs et membres du corps diplomatique, ainsi que de plusieurs autres personnalités politiques, militaires et de la société civile.

Dans son discours de circonstance, Mme Zerrougui a rappelé l'histoire des opérations de maintien de la paix, leurs succès et leurs difficultés. *"Soixante-dix ans, ce sont soixante-dix années de service et de sacrifice afin d'atteindre l'objectif premier de l'ONU, à savoir : maintenir la paix et la sécurité internationale et préserver les*

générations futures du fléau de la guerre" a-t-elle déclaré. Pendant soixante-dix ans, ce sont 71 opérations de maintien de la paix qui ont été créées, et ont connu de nombreuses évolutions entre 1948 et 2018.

En République démocratique du Congo, si des progrès et des succès ont été enregistrés, l'histoire de la MONUC déployée en 1999 pour soutenir la mise en œuvre des accords de maintien de la paix, est aussi faite de nombreuses pertes en vies humaines. *"Des milliers de Congolais ont perdu leur vie, de même aux Nations Unies où 327 collègues sont morts dans l'exercice de leur fonction"*, a ajouté la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations

Unies. Elle a tenu à remercier les Casques bleus de la MONUSCO, civils et militaires, pour *"leur travail et leur dévouement au service des Congolais et des Congolaises"*.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires Etrangères, Léonard She Okitundu, a également salué le service rendu par les soldats de la paix de l'ONU en RDC. *"Le Gouvernement de la République démocratique du Congo s'incline devant la mémoire de ces vaillants, courageux, entreprenants Casques bleus des Nations Unies, venus deux fois servir la paix au Congo. Le Gouvernement n'aménagera aucun effort pour que ces hommes et femmes continuent*



Des rencontres sportives organisées en marge de la Journée des casques bleus à Kalemie dans la province du Tanganyika



Moment de recueillement à Kananga

leur service de maintien de la paix". Le Vice-Premier Ministre congolais des Affaires Etrangères a toutefois souligné que "la République démocratique du Congo, comme tant d'autres pays, réclame le redimensionnement des forces de maintien de la paix en lieu et place des contingents pléthoriques, parfois budgétivores, auxquels on attribue souvent les activités de police. Il serait souhaitable de garder à cœur l'anéantissement des forces négatives, en disposant des moyens appropriés qui permettraient à des unités bien adaptées de venir à bout des causes du mal, en appui efficace aux forces armées de la République démocratique du Congo".

Reconnaissance et hommages dans le reste de la RDC

Cérémonie identique à Goma au Nord-Kivu où la MONUSCO et le

gouvernement provincial ont rendu un vibrant hommage aux Casques bleus. Feller Lutahishirwa, Vice-Gouverneur du Nord Kivu, tout en reconnaissant les sacrifices des casques bleus dans une partie du pays, estime que la RDC doit s'approprier toutes les expériences des missions de paix, pour améliorer la question de la prise en charge de la paix.

Auparavant, le Chef du bureau par intérim du Nord Kivu, Julius Fondong a mis l'accent sur le formidable travail des casques bleus malgré d'énormes défis. La cérémonie s'est achevée par une visite des stands des sections substantives de la Monusco. Parmi les stands exposés figurent notamment ceux des sections des affaires civiles, DDRRR, ainsi que Protection de l'enfant.

En cette journée dédiée aux soldats de la paix, comment ne pas avoir

une pensée pour les familles de ces artisans de la paix en s'inclinant devant la mémoire de ces illustres héros tombés sur le champ d'honneur pour ramener et consolider la paix en RDC. En décembre dernier, 14 casques bleus tanzaniens sont tombés sur le champ d'honneur en territoire de Beni.

A Kananga au Kasai-Central le Vice-gouverneur du Kasai central met en exergue le travail abattu avec l'appui de la MONUSCO pour la Paix au Kasai et cite notamment le projet de réduction de violence communautaire qui vise à résoudre les conflits coutumiers à la base de la crise kasaïenne

A Uvira au Sud-Kivu, les Sections substantives de la MONUSCO - Uvira représentées par l'Unité Correctionnelle et la Police des Nations Unies (UNPOL) ont, à l'occasion de la journée internationale des Casques Bleus, organisé une séance de causeries-débat et de sensibilisation à l'endroit des 19 femmes détenues en ce moment à la prison centrale d'Uvira. La délégation a en outre expliqué aux détenues le mandat de la Monusco axé sur la protection des civils et l'appui au processus électoral.

La rencontre s'est achevée par la remise d'un don composé de vivres et de non vivres, essentiellement des biens de première nécessité. Un acte de solidarité très apprécié par les femmes pensionnaires de la maison carcérale d'Uvira. ■

Message du Secrétaire Général des Nations Unies, Antonio Guterres à l'occasion de la Journée internationale des Casques bleus

Le 29 mai 1948, le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies autorisait la première opération de maintien de la paix des Nations Unies: l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve au Moyen-Orient.

En ce soixante-dixième anniversaire, nous exprimons notre reconnaissance à plus d'un million de femmes et d'hommes qui ont servi sous la bannière des Nations Unies et sauvé ainsi d'innombrables vies.

Nous rendons hommage à plus de 3 700 Casques bleus qui ont fait le sacrifice ultime.

Nous saluons enfin les 14 missions qui, aujourd'hui, œuvrent 24 heures sur 24 à protéger les populations et à faire avancer la cause de la paix.

Cette année, je célébrerai la Journée internationale des Casques bleus des Nations Unies au Mali afin de témoigner ma solidarité à ceux de nos collègues qui font face à de lourdes pertes et à une instabilité extrême.

Tout en saluant l'héritage laissé par ceux qui, dans le monde entier, ont placé leur vie sous le signe du service et du sacrifice, je tiens à dire combien je suis déterminé à prendre des mesures en faveur du maintien de la paix, des mesures qui visent à rendre nos opérations plus sûres et plus efficaces dans les conditions difficiles qui prévalent aujourd'hui.

Nous sommes également déterminés à renforcer le rôle que nos forces ont à jouer dans la promotion des droits de l'homme et la lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles.

Les opérations de maintien de la paix des Nations Unies constituent un investissement efficace en faveur de la paix, de la sécurité et de la prospérité mondiales.

Ensemble, engageons-nous à faire tout notre possible pour que cette mission soit couronnée de succès.

Je vous remercie. ■

Les casques bleus : qui sont-ils ?

✍ Par Joseph Tshimanga/MONUSCO

Ils sont des milliers, hommes et femmes, éparpillés dans les missions de maintien de la paix du monde, en provenance de nombreuses et différentes nationalités. Ce sont des soldats, tous grades confondus. Les officiers d'état-major, les observateurs militaires... directement employés par l'ONU- en général en détachement de leurs forces armées nationales. Le gros de troupes, plus connues sous le nom de "Casques bleus", demeure sous l'autorité de leurs gouvernements et participe aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies dans les termes qui sont soigneusement négociés avec ces gouvernements.

Les observateurs militaires sont toujours non armés. Ils peuvent être engagés uniquement dans des missions d'observation ou- avec des contingents armés- dans des forces mixtes de maintien de la paix. Appelés couramment bérets bleus, ils sont considérés comme le bras avancé du Conseil de sécurité de l'ONU.

Les soldats et leurs commandements sont déployés comme contingents nationaux qui rendent compte au commandant de la force de la mission, et indirectement, au Représentant spécial du Secrétaire général. Toutefois, l'autorité concernant l'envoi ou le retrait des Casques bleus reste aux mains des gouvernements respectifs qui assurent également le paiement des soldes, les mesures disciplinaires et les questions de ressources humaines.

Qui fournit du personnel ?

La Charte des Nations Unies stipule que pour contribuer au maintien de la paix et la sécurité dans le monde, tous les Etats Membres de l'ONU doivent mettre à la disposition du Conseil de sécurité les forces armées et les équipements nécessaires. Depuis 1948, près de 130 nations ont fourni du personnel militaire et de police aux opérations de maintien de la paix. Depuis 1948, on estime à plus d'un million le nombre de soldats, policiers et membres du personnel civil ayant servi sous le drapeau de l'ONU au cours des 56 dernières années.

Même si un grand nombre d'Etats Membres contribuent aux opérations de maintien de la paix, le fardeau le plus lourd en matière de troupes est porté par un noyau de pays en voie de développement.

En mars 2004, 94 pays fournissaient environ 51 000 casques bleus. Le nombre de troupes le plus élevé depuis 1995.

Les dix principaux fournisseurs de contingents étaient le Bangladesh, le Pakistan, le Nigeria, l'Inde, le Ghana,



Les Casques bleus des Nations Unies sur le champs d'opération

le Népal, l'Uruguay, la Jordanie, le Kenya, et l'Ethiopie. Seulement 10 pour-cent des effectifs militaires et de police déployés dans les opérations de maintien de la paix sont originaires de l'Union Européenne et 1 pour-cent vient des Etats-Unis.

Constatant une hésitation de la part des pays développés à engager leurs troupes dans les missions des Nations Unies, le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix (de l'époque), Jean-Marie Guéhenno, a rappelé aux Etats Membres que "l'approvisionnement en militaires et policiers bien équipés et entraînés aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies repose sur la responsabilité collective des Etats Membres. On ne peut et ne doit donc pas attendre des pays du Sud qu'ils assument seuls ce fardeau".

Comment les Casques bleus sont-ils rémunérés ?

Contrairement aux membres de la police et le reste du personnel civil qui sont payés sur le budget de maintien de la paix établi pour chaque opération, les Casques bleus sont payés par leurs gouvernements conformément à leur propre grade et à leur échelle de salaire nationale respective. Les pays qui fournissent du personnel militaire aux opérations de maintien de la paix sont remboursés par l'ONU au tarif net d'un peu plus de 1000 dollars par soldat et par mois et reçoivent des compensations pour l'équipement. Mais ces indemnités sont parfois différées en raison du manque de liquidités causé par le non-paiement par les Etats Membres de leur quote-part.



A Manono dans le Tanganyika, un Casque bleu uruguayen remettant les magazines Echos de la MONUSCO aux habitants d'un village

Comme la majorité des Casques bleus sont fournis par des pays en voie de développement, ces retards de paiement constituent pour eux un poids financier supplémentaire.

Les Casques bleus peuvent-ils recourir à la force ?

Selon la conception traditionnelle du maintien de la paix, les forces de l'ONU étaient peu ou non armées et ne pouvaient employer la force qu'en cas de légitime défense. Toutefois, plusieurs événements survenus ces dernières années ont suscité d'intenses débats sur la manière d'améliorer l'efficacité des casques bleus engagés dans des missions complexes et dangereuses tout en assurant leur impartialité.

L'expérience a démontré que les opérations ne disposant pas de ressources et du personnel suffisants, ni des règles d'engagement fortes n'ont pas été en mesure de contenir les factions armées qui se sont soulevées dans les situations d'après conflit, à la fin des guerres civiles. Dans certains cas, les casques bleus eux-mêmes ont été la cible d'attaques et ont subi des pertes dans leurs rangs.

De plus en plus fréquemment, le Conseil de sécurité confie aux opérations de maintien de la paix des mandats votés en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations Unies

intitulé "Action en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'acte d'agression". Il définit les conditions selon lesquelles le Conseil de sécurité peut autoriser l'emploi de la force pour "donner effet à ses décisions" en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix ou d'acte d'agression.

La Charte des Nations Unies peut donc autoriser les casques bleus à recourir à des actions robustes à l'aide d'armements dissuasifs. Les règles d'engagement définissant l'emploi de la force ont été consolidées de façon à permettre aux casques bleus, dans certaines circonstances, d'utiliser "tous les moyens nécessaires" en vue de protéger les civils dans les zones de déploiement de leurs unités et de prévenir tout acte de violence contre le personnel des Nations Unies.

Bien qu'ayant réaffirmé la nécessité que les casques bleus soient adéquatement équipés pour pouvoir se défendre et protéger les populations placées sous leur protection, le Secrétaire général a souligné que cette nouvelle "doctrine" ne devait en aucune façon être interprétée comme un moyen de transformer les Nations Unies en une machine de guerre et que l'emploi de la force devait toujours être considéré comme une solution de dernier recours. ■



Des Casques bleus interagissent avec des femmes congolaises



Une dame Casque bleu civil au quartier général de la MONUSCO à Kinshasa



Retraite à Goma des chefs des bureaux de la MONUSCO pour s'impregner des grandes lignes de la Résolution 2409

Tous les chefs de bureaux de la MONUSCO ainsi que les responsables de la Force et de la Police étaient en réunion à Goma le 22 mai dernier. L'objectif de cette retraite était de transmettre aux participants les grandes lignes du nouveau mandat qui repose sur la résolution 2409 adoptée le 27 mars 2018 par le Conseil de Sécurité ainsi que des orientations très claires par rapport à leur travail sur terrain. Cette rencontre était présidée par la Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies en RDC, Mme Leila Zerrougui, en présence de son adjoint chargé des Opérations et de l'Etat de Droit, M. David Gressly.

✂ Par Léonard Mulamba et Marc Maro Fimbo /MONUSCO

La Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies a rappelé que la MONUSCO vient d'avoir un nouveau mandat pendant que la République démocratique du Congo est, au cours de cette année, en train de se préparer pour les élections. Entre-temps, le pays fait face aux problèmes d'insécurité créés par les groupes armés qui s'attaquent aux populations civiles. A cet objectif s'ajoute le renforcement des capacités des institutions que la MONUSCO doit appuyer. C'est donc là tous les aspects de ce mandat qui se trouvent réunis.

C'est dans ce contexte que cette retraite de Goma trouve tout son sens. Selon Mme. Zerrougui, "les chefs des bureaux, les chefs des secteurs, la police, l'armée, mais aussi les autres sections civiles ont leurs perspectives. Chacun vient d'une région qui a ses spécificités, ses préoccupations, parfois aussi ses menaces. Il y a des questions qui sont

communes, il y a d'autres qui sont différentes". Cette réunion des chefs des bureaux de la MONUSCO de toute la RDC est une occasion, renchérit la Cheffe de la Mission, "de pouvoir d'abord les entendre et leur donner des orientations. Elle nous permet de voir quels sont les défis, quelles sont les questions sur lesquelles il faut se pencher pour fixer nos priorités, expliquer le mandat et les limites, expliquer ce qu'on peut faire et ce qu'on ne peut pas faire. Il faut aussi voir comment on peut utiliser des ressources qui sont de plus en plus limitées et comment on peut travailler dans un contexte volatile où il y a beaucoup d'enjeux. Aussi il y a des élections qui se préparent et il y a beaucoup de tensions. Tout cela fait que nous devons nous concerter, nous devons discuter des défis mais aussi des priorités, des menaces et nous devons nous entendre sur comment travailler ensemble. En outre il est important de leur donner des orientations très claires

dans le cadre de la mission. Donc, c'est une opportunité pour pouvoir renforcer là où il faut pour qu'on puisse être à la hauteur par rapport aux défis qui nous attendent", a indiqué la Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies en RDC.

Mme Leila Zerrougui a souhaité qu'en ce qui concerne les priorités, le message soit très clair pour tous les représentants de la MONUSCO dans tous les bureaux à travers le pays. Elle a rappelé que le mandat demande de protéger les civils, d'appuyer les élections et de renforcer la collaboration avec les partenaires nationaux. Ainsi donc, le travail à faire embrasse aussi bien la sensibilisation, l'appui, la justice, les réponses militaires, les formations que les réconciliations entre les communautés... "Je veux que nos agents aient cette vision globale et holistique de notre mandat", a conclu la Cheffe de la MONUSCO. ■

Séjour de la Cheffe de la MONUSCO au Sud-Kivu

Mme Zerrougui en appelle à la responsabilité de chaque partie

Arrivée à Bukavu vendredi 04 mai en début d'après-midi, Madame Leila Zerrougui a eu des entretiens avec plusieurs couches de la population du Sud-Kivu. D'abord, avec le gouverneur de la province, Claude Nyamugabo, dans son cabinet de la commune d'Ibanda à Labotte. Les deux personnalités ont axé leurs entretiens sur le processus électoral en cours en RDC et sur la recherche de la paix dans cette province.

✎ Par Emmanuel Elameji wa Kabedi/MONUSCO



La Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU à Uvira

En vue de la tenue d'élections apaisées, la Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies en RDC a affirmé au gouverneur Nyamugabo le soutien total de la MONUSCO au processus électoral. Elle dit se baser sur d'importantes décisions déjà prises par la Ceni à cette fin. Leila Zerrougui s'est enfin réjouie de l'excellence des relations qui existent entre le gouvernement provincial et la MONUSCO au Sud-Kivu.

Le week end était trop chargé pour la cheffe de la mission onusienne en RDC. Leila Zerrougui s'est entretenue avec le célèbre médecin gynécologue Denis Mukwege de l'hôpital général de Panzi. Ici, il était question de faire le tour de la fréquence des cas de violences sexuelles

qui sont enregistrés chaque mois à l'hôpital de Panzi. Plus de 120 cas de femmes victimes de violences sexuelles y sont enregistrés.

Ensuite avec d'autres membres de la société civile du Sud-Kivu sous la conduite de maître Patient Bashombe, président du Cadre de concertation de la société civile de cette province. Leurs entretiens ont tourné autour de trois points. Notamment la résolution 2409 qui consacre l'actuel mandat de la MONUSCO, les menaces contre la paix et la sécurité dans la province ainsi que le processus électoral et les risques autour de celui-ci.

Plus de 50 avions pour soutenir le processus électoral

La Cheffe de la MONUSCO s'est montrée

très ouverte et déterminée pour soutenir les efforts de la Société civile. Elle a révélé que plus de 50 avions seront utilisés par la MONUSCO pour appuyer le processus électoral en RDC. Elle dit œuvrer pour que les élections aient effectivement lieu le 23 décembre 2018 selon le calendrier établi par la Ceni.

D'autres questions ont alors été soulevées. C'est notamment le rapatriement des éléments des FDLR actuellement basés à Walungu et le dossier du site de Mbobero en territoire de Kabare. Un conflit foncier oppose les habitants de ce site à la famille du Président de la République qui aurait acquis la concession.

La RSSG a promis à ses interlocuteurs de pouvoir s'investir pour que les combattants rwandais des FDLR

soient rapatriés d'ici le mois d'octobre 2018, mais également de rencontrer personnellement le Président de la République, Joseph Kabila pour poser le problème du site de Mbobero en territoire de Kabare.

Un autre groupe social qui a rencontré la RSSG à Bukavu, ce sont les jeunes filles élèves qui apprennent les métiers. Leila Zerrougui a remis officiellement du matériel informatique et un kit d'alimentation solaire au projet APEF, Action pour la Promotion de l'Enfant et de la Femme, une organisation qui entretient un centre de formation des jeunes sortis des carrés miniers à Luhwindja, en territoire de Mwenga, et qui bénéficie de l'appui de la MONUSCO. Elle a diné avec des jeunes filles élèves au Welfare de la MONUSCO Bukavu.



A côté du Gouverneur du Sud-Kivu, Claude Nyamugabo, la cheffe de la MONUSCO répond aux questions des journalistes

La responsabilité de chacun engagée

La situation sécuritaire reste préoccupante dans les territoires d'Uvira, de Fizi et dans le secteur d'Itombwe dans Mwenga, au Sud-Kivu. Cette situation ainsi que beaucoup d'autres ont fait l'objet des échanges dimanche 06 mai entre la Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies en RDC et les représentants des communautés et acteurs de la société civile de la cité située à plus de 100 km de la ville de Bukavu. Si les acteurs locaux d'Uvira attendent beaucoup de la MONUSCO, la cheffe de la mission onusienne rappelle plutôt la part de responsabilité de chacun entre communautés locales, gouvernement congolais et la MONUSCO.

Vu la situation socioéconomique déplorable, la coupure des routes, le chômage des jeunes, la MONUSCO est donc sollicitée pour appuyer l'Etat congolais afin de créer des emplois. Les femmes demandent à être cooptées dans les institutions, car le système de seuil retenu dans la loi électorale ne favorise pas la compétitivité des femmes pour l'accès au leadership politique. Sur toutes ces préoccupations, la cheffe de la mission onusienne en RDC appelle les acteurs locaux à s'assumer pour résoudre des problèmes endogènes

avant d'attendre des résultats d'ailleurs. Ils doivent éviter d'être manipulés. *"La société civile doit construire la synergie et la paix, construire le règlement pacifique des conflits, moi je vais faire le plaidoyer avec le gouvernement central, les pays voisins et d'autres partenaires pour la stabilité de la RDC"*, a-t-elle renchéri. Les Congolais doivent faire leur part pour que la paix revienne entre les communautés locales. Il faut qu'on joue un match de football où il y aura à la fin un gagnant et un perdant et non une guerre où l'on ramasse les cadavres, conclut Leila Zerrougui au Sud-Kivu.

Dans une interview accordée à Radio Okapi avant de quitter Bukavu le lundi 07 mai dernier, Mme Zerrougui a déclaré ceci : *"J'ai rencontré des personnalités influentes de la société, mais aussi j'ai conféré avec des personnes ordinaires. Malgré les guerres, la pauvreté, la population reste motivée, dynamique, active et parfois agressive, mais qui demande plus à la MONUSCO. Je suis contente de trouver ici une société civile structurée, avec une démarche comprenant les difficultés, nos limites, qui nous demande d'être intermédiaire, partenaire, de servir d'appui aux populations marginalisées, de passer le message aux gouvernants. J'ai vu des personnes très préoccupées par les élections, par l'insécurité créée par les groupes armés, une opportunité d'échange avec tout le monde. Je reviendrai la prochaine fois avec des solutions à quelques problèmes du staff de la MONUSCO et de la population en général. On veut que le processus électoral aboutisse, de façon inclusive et paisible, pour garantir la stabilité de ce pays, l'ouverture de l'espace politique, l'application intégrale de l'accord de la Saint-Sylvestre. Je fais le plaidoyer pour qu'on laisse les gens manifester et à l'opposition de respecter les lois, à la police de sécuriser et non pas réprimer... J'espère que tout le monde restera sage pour la stabilité et le développement durable de la RDC"*. ■



Mme Zerrougui s'entretient avec le Dr Denis Mukwege de l'hôpital de Panzi

Séjour à Kindu de Mme Zerrougui

Les élections et la protection des civils au centre des préoccupations

La MONUSCO s'engage sur terrain pour appuyer le processus électoral avec pour objectif d'obtenir des élections crédibles, libres, transparentes et apaisées vers la fin cette année 2018 en RDC, a déclaré la Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies à Kindu dans la province du Maniema. La Cheffe de la MONUSCO a promis le retour des staffs de la MONUSCO à Kindu et la reprise des vols MONUSCO vers cette ville.

✎ Par Matthieu Ilunga Shambuyi Wamonatshiebe /MONUSCO



La Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU échange avec les femmes leaders de la Société civile du Maniema

Au Maniema comme ailleurs dans le pays, la Cheffe de la MONUSCO a rappelé que la protection des civils et l'accompagnement du processus électoral constituent les principales priorités auxquelles la Mission des Nations Unies continuera à s'engager conformément à la Résolution 2409 tout en renforçant sa présence dans cette province. Accueillie par le Gouverneur intérimaire de la province, Jérôme BIKENGE MUSIMBE, Mme Leila Zerrougui a effectué du 03 au 04 mai 2018 une visite au chef-lieu du Maniema, une province située au centre de la RDC. Elle s'est dite également préoccupée par la réinsertion des enfants soldats. A ce sujet, la MONUSCO compte déployer des experts en démobilisation et réinsertion dans les localités de Salamabila et de Kabambare dans le sud de cette province où les enfants soldats ont été identifiés.

Au Quartier Général de la MONUSCO, M. Soro Karna, responsable du bureau de la MONUSCO-Bukavu et de l'Antenne de Kindu a informé la RSSG de la situation socio-politique et sécuritaire de la province du Maniema. La Cheffe de la mission onusienne a par la suite eu des entretiens avec le Gouverneur intérimaire de cette province. L'autorité provinciale lui a brossé la genèse et la problématique des groupes armés actifs au Maniema. Pour le gouverneur, cette situation est due au chômage, à la précarité de la vie et à la tentation des ressources minières générées par la compagnie "BANRO" qui extrait les minerais à SALAMABILA. C'est ainsi que beaucoup de jeunes ont abandonné leurs familles pour réintégrer les groupes armés.

Mais selon l'autorité provinciale, suite à la politique de dissuasion menée vers ces groupes armés, on a enregistré la reddition de 1.083 miliciens, en

majorité originaires de cette province. Raison pour laquelle une demande a été adressée à Mme Zerrougui pour apporter un soutien financier et logistique à ce processus. La Cheffe de la MONUSCO a bien reçu cette demande. Elle s'est dite ouverte à tout ce qui va dans le sens de la recherche de la paix et de l'éradication de l'activisme des groupes armés.

Conformément au mandat de la MONUSCO de protection des civils, la Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies en RDC a indiqué qu'il est inadmissible de voir des civils massacrés sans aucune raison valable. Elle a invité la Police Nationale Congolaise à bannir la répression car *"on ne gagne rien en combattant sa propre population"*. La police doit par contre faire preuve de professionnalisme pour bien encadrer et sécuriser les manifestations qui ne sont que l'expression des droits des citoyens reconnus par la Constitution de la RDC. Au terme de cette visite, la Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies en RDC a demandé aux autorités provinciales d'autoriser les manifestations de l'opposition dans le respect des lois du pays et de les encadrer.

Enfin, les représentants de la société civile, les femmes leaders des associations communautaires et les leaders religieux ont, en présence de la Cheffe de la MONUSCO, soulevé plusieurs problèmes, notamment la discrimination des femmes dans les instances de prise de décisions et dans les postes de responsabilité, l'impunité, les exactions de la part des milices et des forces de sécurité sur le terrain ainsi que le manque d'encadrement des démobilisés. ■



Rapport mensuel d'Antonio Guterres sur le processus électoral en RDC

Des éclaircies sur un tableau encore sombre

Le Secrétaire Général des Nations Unies a adressé au Conseil de Sécurité le rapport des 30 premiers jours de la Résolution 2409 adoptée par le Conseil le 27 mars 2018 sur la République démocratique du Congo et ce, conformément à la demande formulée dans cette résolution. Ce rapport fait le point sur la situation politique et sécuritaire dans ce pays. Pas de grosses améliorations pour le moment même si, en dépit des avancées notables de la CENI, dans le discours, les politiques commencent à beaucoup parler du processus électoral.

📄 **Résumé par Leonard Mulamba /MONUSCO**

Si beaucoup commence à bouger dans divers domaines de la vie nationale, quelques avancées, encore timides, ont été relevées par M. Antonio Guterres dans ce rapport qui porte sur la période du 21 mars au 26 avril 2018. Le Secrétaire Général des Nations Unies passe ainsi en revue le processus électoral et la mise en œuvre de l'accord politique de la Saint Sylvestre ainsi que

les mesures de bons offices à l'appui de l'application dudit accord.

Dans ce rapport, le Secrétaire Général des Nations Unies relève les principaux faits survenus en RDC durant la période sus évoquée. On note les recommandations du Conseil National de Suivi de l'Accord (CNSA) sur le dédoublement des partis politiques.

Par la suite, le Gouvernement a soumis les listes revissées des partis et

plateformes politiques à la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) qui, à son tour, devra plus tard publier les listes des formations autorisées à présenter les candidats pour les prochaines élections.

Autre fait noté par M. Antonio Guterres dans son rapport c'est le projet d'amendement de la loi de 2015 sur les manifestations publiques soumis à l'Assemblée nationale pour



examen par le Gouvernement. Un autre projet de loi envoyé au Parlement par le Gouvernement porte sur la répartition des sièges pour les élections nationales, provinciales et locales. Pendant ce temps les partis politiques de l'Opposition discutent pour créer de nouvelles alliances alors que Félix Tshisekedi, récemment élu président de l'UDPS, a annoncé son intention de se porter candidat à l'élection présidentielle. Il relève aussi le débat en cours actuellement sur la nationalité congolaise qui est une et exclusive et l'inéligibilité de Moïse Katumbi de l'Opposition au motif qu'il aurait détenu la nationalité italienne.

La mise en oeuvre de l'Accord politique du 31 décembre 2016

La CENI, après avoir supprimé 6 millions de doubles inscriptions et radié les personnes n'ayant pas l'âge requis, a publié le fichier électoral définitif avec un nombre total d'électeurs inscrits qui s'élève à 40.287.387 dont 50 % de femmes. La CENI a lancé un appel d'offres pour procéder à un audit indépendant du fichier. Elle a également achevé l'établissement d'un Code de

bonne conduite des partis politiques. Le 28 mars, le ministère des Finances a déboursé 22,6 millions de dollars pour la CENI. Quant à la MONUSCO, elle a démarré la 2ème phase du plan de soutien logistique aux élections, qui doit se dérouler du 1er mars au 23 décembre 2018.

Pendant ce temps, le Secrétaire Général des Nations Unies relève le rétrécissement de l'espace politique avec beaucoup de restrictions des manifestations politiques. Les forces de sécurité ont continué à réprimer les manifestations des opposants et certains journalistes. Par ailleurs, aucun prisonnier politique n'a été libéré pendant la période considérée, y compris certains prisonniers politiques mentionnés dans l'accord politique de Saint Sylvestre.

Mesures de bons offices pour appuyer l'application de l'accord

Dans son rapport au Conseil de Sécurité, le Secrétaire Général des Nations Unies indique que le climat de suspicion qui règne entre les parties prenantes et leur profonde défiance continuent d'alimenter les tensions politiques. Il relève la méfiance du Gouvernement à l'égard de certains partenaires internationaux essentiels. Ce rapport indique que dans ce contexte l'ONU continue d'user de ses bons offices pour promouvoir le dialogue entre les acteurs politiques et encourager les partenaires régionaux et internationaux.

Parmi les actions de bons offices que M. Antonio Guterres a notées pendant cette période qui va du 21 mars au 26 avril 2018 il y a la rencontre à Brazzaville de l'Envoyé Spécial pour la région des Grands-Lacs avec le Président Denis Sassou-Nguesso en sa double qualité de Président de la CIRGL et Président du mécanisme régional de suivi de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région des Grands-Lacs.

Pendant la même période, la Représentante Spéciale du Secrétaire Générale des Nations Unies en RDC "a poursuivi ses consultations avec les acteurs nationaux concernés, mettant notamment l'accent sur le soutien à apporter à l'organisation d'élections crédibles et ouvertes à tous", écrit Antonio Guterres dans ce rapport. Toujours dans le cadre des bons offices, elle a rencontré différentes

personnalités congolaises de diverses tendances politiques ainsi que tous les ambassadeurs des Etats membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe.

La sonnette d'alarme d'Antonio Guterres

Dans les observations qu'il fait à l'endroit du Conseil de Sécurité, le Secrétaire Général des Nations Unies se félicite "des progrès accomplis vers la réalisation de certains objectifs d'étape importants du processus électoral et des efforts résolus déployés par la CENI pour respecter les échéances fixées dans le calendrier électoral". Toutefois, écrit M. Guterres, "les divergences qui subsistent entre les différents acteurs politiques concernant le processus électoral et l'absence d'espace politique continuent de menacer la tenue d'élections crédibles et ouvertes à tous".

Toujours dans ce chapitre d'observations, le Secrétaire Général écrit que "pour répondre aux aspirations légitimes du peuple congolais, toutes les parties concernées doivent s'engager réellement et de manière constructive en faveur du processus politique. J'exhorte la majorité au pouvoir, poursuit Antonio Guterres, à s'élever au-dessus des considérations partisans et à prendre des mesures en vue de consolider les pratiques démocratiques en République démocratique du Congo. J'engage le gouvernement à garantir que tous les acteurs politiques soient traités sur un pied d'égalité et à prendre des initiatives pour augmenter le nombre de femmes se portant candidates. La levée de l'interdiction des manifestations publiques contribuerait fortement à ouvrir l'espace politique, permettant par là même au peuple congolais d'exercer librement ses droits civils et politiques".

Enfin, le numéro Un de l'ONU craint que la dynamique créée par la publication du calendrier électoral et la promulgation en temps voulu de la loi électorale "risque d'être entravée si le financement de la Commission Electorale Nationale Indépendante n'est pas assuré. (...) Tout retard de financement pourrait retarder la tenue des élections et conduire à l'apparition de nouvelles tensions politiques". Il demande aux acteurs internationaux et régionaux à soutenir la RDC pour faire face aux difficultés rencontrées sur le plan politique et sécuritaire. ■

L'ONU mobilisée aux côtés de la RDC et des partenaires face à Ebola

Le 8 mai 2018, le Gouvernement congolais, à travers le Ministère de la Santé, a déclaré qu'une flambée de maladie à virus Ebola (MVE) touchait la province de l'Equateur, et que cela constituait une situation d'urgence en matière de santé publique. Pour tenter de maîtriser cette nouvelle menace du virus Ebola, le Gouvernement a élaboré un plan de riposte, en collaboration avec des partenaires, dont les Nations Unies. La MONUSCO, l'OMS, l'UNICEF, le PAM, l'OIM et l'UNFPA contribuent à la riposte en apportant leur appui, notamment dans les domaines médical, logistique et des communications sociales.

✂ Par Jean-Pierre Elali Ikoko et Tom Tshibangu /MONUSCO

La L'objectif est de réduire les pertes en vies humaines et les souffrances liées à cette nouvelle flambée de MVE dans la province de l'Equateur, et d'empêcher la propagation du virus à d'autres provinces de la RDC, ainsi qu'aux pays voisins. Rappelons qu'il s'agit de la neuvième épidémie d'Ebola qu'ait connue la République démocratique du Congo depuis 1976, la dernière étant survenue en 2017 dans la zone de santé de Likati, en province du Bas-Uélé, se soldant par huit cas confirmés et quatre décès.

Appui logistique de la MONUSCO

La riposte contre l'épidémie d'Ebola qui sévit à Mbandaka et à Bikoro "reste encourageante", a affirmé samedi 26 mai le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général de l'ONU en RDC chargé des opérations de la MONUSCO. David Gressly s'exprimait à l'issue d'une visite de deux jours en Equateur, où il a visité les activités de coordination à Mbandaka et celles de riposte sur terrain à Iboko. La MONUSCO ne doit pas se déroger à sa mission d'appui logistique pour le bien-être et la sécurité des Congolais, selon David Gressly. Raison pour laquelle, à la suite de cette crise à Mbandaka et Bikoro, la Mission onusienne a aussitôt entrepris plusieurs actions, à la demande des autorités congolaises, a indiqué le Numéro deux de la MONUSCO.

Il s'agit d'abord de la réhabilitation du centre des opérations d'urgence, c'est-à-dire le quartier général de la coordination provinciale à Mbandaka. Dans ce centre, la MONUSCO procède



Les agents de santé en plein travail à Bikoro, province de l'Equateur

à la réfection et à l'équipement du bâtiment, avec l'établissement de l'électricité et de la connexion Internet, en vue de faciliter la digitalisation de la riposte. Durant son séjour en Equateur, M. Gressly a aussi visité le site qui abrite la base logistique pour la gestion de la crise d'Ebola. Elle est en train d'être rénovée par la MONUSCO à l'aéroport de Mbandaka. Cette base doit servir à tous les partenaires d'appui à la riposte. A cela s'ajoute un camp des personnels médicaux que la MONUSCO construit

à Iboko, où plusieurs nouveaux cas suspects ont été signalés. Objectif : contrer l'avancée de l'épidémie au-delà de cette localité frontalière de la province du Mai-Ndombe.

Mais David Gressly a bouclé sa mission sur une note de satisfaction quant aux travaux réalisés et la collaboration entre partenaires engagés dans la riposte. "La mobilisation pour la riposte contre cette épidémie est impressionnante. Donc, je suis très content de voir ça ! Sous le leadership



Mme Kim Bolduc, RSSG adjoint en charge de l'humanitaire avec, à sa droite, le ministre de la Santé Oly Ilunga et, à sa gauche, le Représentant résident de l'OMS en RDC, Dr Allarangar Yokouidé

du Gouvernement et de l'OMS, je crois que, avec cette mobilisation rapide, on peut enfin contenir cette épidémie", a-t-il estimé.

Il convient de noter en outre que, au titre de cet appui, la MONUSCO a déployé un avion pour le transport des personnels et des équipements entre Kinshasa et Mbandaka, ainsi qu'un hélicoptère d'une capacité de deux tonnes pour acheminer médicaments, vaccins et autres intrants de Mbandaka vers les zones touchées, à savoir Bikoro et Iboko. Elle a disponibilisé 40 véhicules automobiles routiers pour les mouvements dans Mbandaka et éventuellement dans les zones touchées. En sus de deux ambulances pour l'évacuation éventuelle des personnes affectées, elle a fourni des bicyclettes pour appuyer la recherche des personnes ayant été en contact avec un malade, et déployé de kits de protection individuelle et d'équipements de désinfection.

OMS, OIM, UNICEF... : Une implication exemplaire...et responsable

Dès l'annonce de l'apparition de cette épidémie, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a débloqué 1 million de dollars américains pour soutenir les activités de riposte contre l'épidémie à Bikoro, Mbandaka et Iboko. En raison du risque toujours élevé de propagation du virus Ebola en RDC, l'OMS a envoyé à Mbandaka plus de 35 experts de la vaccination et fourni un lot important de doses de vaccin. Ce qui a permis au Ministre national de la Santé, le Dr. Oly Ilunga Kalenga, de procéder le 12 mai à Mbandaka, au lancement de la

campagne de vaccination anti-Ebola qui, selon lui, est "une composante essentielle à la riposte pour stopper rapidement la maladie à virus Ebola en cours dans les zones de santé de Bikoro, Iboko et Mbandaka". Une campagne de vaccination ciblée, qui concerne en particulier les groupes à risque comme les soignants, les soignés et les personnes ayant été en contact avec un malade.

Pour l'occasion, le Ministre de la Santé était accompagné de Mme Kim Bolduc, Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général de l'ONU et Coordinatrice humanitaire en RDC, Dr Allarangar Yokouidé, Représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en RDC, Tajudeen Oyewale, Représentant adjoint de l'UNICEF en RDC, et Seth Berkley, Directeur de Gavi Alliance.

De son côté, l'Organisation

internationale pour les migrations (OIM) a annoncé, le 18 mai, le déploiement d'épidémiologistes et du personnel médical dans Kinshasa, ainsi que sur une dizaine de points d'entrée aux postes frontières de la RDC afin de renforcer la prévention contre la propagation d'Ebola.

Dans le même temps, le Fonds des Nations Unies pour la protection de l'enfance (UNICEF) a mobilisé des centaines de travailleurs communautaires à Bikoro, Bolende, Iboko, Wangata et Mbandaka. Leur rôle est d'apporter des informations aux communautés afin qu'elles sachent comment se protéger chez elles et dans les lieux publics, selon le Représentant de l'UNICEF en RDC, Dr Gianfranco Rotigliano.

En dehors de cette campagne, l'UNICEF offre des comprimés de purification d'eau aux centres de traitement d'Ebola et aux habitants des agglomérations touchées par l'épidémie dans l'Equateur. Des points de lavage des mains sont installés dans cinquante écoles ciblées à Mbandaka. Soixante-douze écoles de Bikoro recevront du matériel de lavage des mains et des thermomètres pour surveiller l'état de santé des enfants.

D'autres organisations humanitaires, telles que Médecins Sans Frontières, Oxfam, Gavi, Croix Rouge internationale..., proposent d'autres moyens logistiques pour soutenir la riposte contre Ebola. Elles prévoient également de former des volontaires pour la sensibilisation et la prise en charge correcte des maladies. ■



Mme Kim Bolduc à Mbandaka se nettoyant les mains avant de reprendre son vol



Vers un dispositif sécuritaire pour éradiquer les ADF à Beni

David Gressly, Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en visite à Uvira s'entretient avec la Force

On s'achemine vers la mise en place d'un dispositif sécuritaire plus musclé pour éradiquer définitivement les ADF dans la zone de Beni. C'est le constat qui se dégage de l'évolution de données militaires et sécuritaires dans la province du Nord Kivu. Pour illustrer ce constat, une délégation de la SADC composée des Chefs des Etats-majors des pays membres de cette organisation sous régionale était en mission à Goma durant la semaine du 30 avril au 04 mai 2018. Au cours des travaux élargis avec les délégués des pays contributeurs des troupes de la FIB, les participants ont échangé sur la problématique « Comment adapter la Brigade d'Intervention de l'ONU à la guerre asymétrique imposée par les ADF à Beni ? ».

La même délégation a eu des échanges similaires avec le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en RDC Chargé des Opérations. Dans cet entretien accordé à Gisèle Kaj, David Gressly revient sur les thèmes qui ont été abordés.

✂ Propos recueillis par Gisèle Kaj/MONUSCO

Gisèle KAJ : Mr David Gressly, bonjour. Vous êtes le Représentant Spécial adjoint, en charge des opérations. Vous avez reçu au courant de la semaine du 30 avril au 5 mai la délégation de la SADC ici à Goma. De quoi avez-vous parlé exactement ?

Gressly : Cette délégation est venue ici pour discuter avec nous et aussi avec nos collègues de New-York sur la manière dont on peut renforcer

la FIB (la brigade d'Intervention de l'ONU). Comment on peut renforcer sa capacité, aussi, comment on peut adapter cette force pour les réalités qui existent actuellement dans le pays. Les groupes armés qui existent maintenant et surtout dans le Grand-Nord du Nord-Kivu sont un peu différents que le groupe M23 qui était plutôt une force conventionnelle. Dans la zone de Beni, nous sommes face à une guerre asymétrique. Nous avons eu des discussions sur comment on

peut adapter cette force face à cette nouvelle réalité. Donc, les discussions étaient très constructives. Il y avait un échange très franc, à propos des besoins. Selon les informations que je viens de recevoir, il y a encore des principes sur le changement dans cette force. Donc, nous sommes très contents des progrès accomplis. Les discussions vont se poursuivre. Il y aura une finalisation au niveau de New-York. Mais je crois qu'on a fait un grand progrès cette fois-ci.

Justement concernant la question de Beni, on constate qu'il y a des pressions de la rue. La population manifeste dans la rue y compris les femmes. Il y a des journées villes-mortes initiées par la Société civile pour exiger une solution à l'insécurité. Quelle pourrait être la solution à cette insécurité à Beni ?

Je comprends la préoccupation de la population. C'est tout à fait normal. Parce qu'il y a eu une période d'accalmie et les massacres ont recommencé, mais, pas avec la même ampleur que les années passées. Donc, la population a raison d'être préoccupée. C'est d'ailleurs l'une des

je ne peux pas vraiment partager ou dévoiler ici les détails pour des raisons évidentes de sécurité. Je crois qu'ils vont donner à la brigade d'intervention les capacités nécessaires pour faire face à cette menace. Aussi, je crois que ça va aider dans la coordination de nos efforts avec les forces de sécurité congolaises. J'étais à Beni hier, (jeudi 03 mai) et ce matin, pour en discuter avec les autorités et les FARDC. On a eu un bon échange à ce sujet. Je crois qu'un renforcement de notre capacité, qu'un renforcement de la coopération avec les forces de sécurité et le renforcement de l'engagement communautaire, tout ceci est important maintenant. On

prochaine. Je crois qu'il a les mêmes idées. C'est-à-dire avoir un contact plus proche avec la population, comprendre mieux la situation, être dans une position de comprendre plus rapidement les menaces, quand elles arrivent. On va avoir un dispositif qui peut vraiment changer notre posture sur le terrain pour donner un meilleur résultat.

Monsieur le Représentant Spécial Adjoint, il s'observe également dans cette région, l'activisme des groupes armés. Est-ce que c'est lié à la situation politique actuelle, selon vous ?

C'est souvent difficile à déterminer. La réalité est qu'il y a beaucoup d'activités dans cette zone, surtout dans cette province et aussi au Sud-Kivu. Nous sommes en train de travailler avec les autorités pour y faire face. Je crois que ce serait important dans les mois à venir de rester très engagé sur le terrain. Nous avons déjà étudié où l'on doit positionner notre force dans le contexte actuel et aussi comment on doit déployer notre force très rapidement. Nous avons déjà 3 bataillons et on espère avoir d'autres dans les mois à venir. On a déjà envisagé la manière dont nous allons les positionner et nous allons aussi certainement voir comment nous positionner dans les zones les plus menacées. Nous sommes conscients de la situation sécuritaire. S'il y a l'aspect lié aux élections, je l'ai dit, c'est difficile à déterminer. Mais on va répondre à toute menace devant nous. Mais la responsabilité première revient aux forces de sécurité congolaises.



David Gressly en échange avec les forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC)

raisons qui fait que nous avons eu cette discussion, cette semaine avec la SADC. Il faut une force qui soit bien adaptée. Pas seulement la Brigade d'intervention, mais aussi la force entière de la MONUSCO. Nous sommes en train de discuter pour mettre en place des transformations dans la zone de Beni, mais aussi ailleurs. Tous ces efforts sont déjà en cours. On espère avoir des bataillons d'interventions rapides aussi dans un proche avenir qui vont aussi augmenter notre capacité. Mais je crois vraiment pour la région de Beni, les changements proposés,

va donner un certain élan dans cette direction dans ces trois aspects et je crois que ça va donner un résultat beaucoup plus positif.

La population voudrait voir aussi la MONUSCO renforcer ses patrouilles diurnes et nocturnes dans la ville de Beni, notamment dans l'agglomération. Qu'est-ce que vous en pensez ?

Je crois que ça c'est important aussi. Heureusement nous avons un nouveau commandant pour cette brigade qui vient d'arriver cette semaine. Il va prendre ses fonctions la semaine

Qu'est-ce que vous pouvez dire à la population de Beni qui réclame aujourd'hui la paix et qui a placé notamment son espoir sur la MONUSCO ?

Je veux dire simplement que l'on comprend. Tout le monde veut la paix. On est conscient des menaces et des réalités actuelles. La population doit comprendre notre engagement de faire mieux et de faire face à cette menace. Nous sommes en train de revoir notre force engagée dans cette région. J'espère qu'avec le nouveau leadership, avec les nouvelles capacités, on peut vraiment faire face à cette menace et on espère le faire ensemble avec la population, ensemble avec les autorités nationales et provinciales. ■

Le Général Awalé en visite d'évaluation sécuritaire à Bunia et à Beni

✎ Par NOUKO Gweny Ange /MONUSCO

Le Général Awalé ABDOUNASIR, Chef de la Police de la MONUSCO s'est rendu du 07 au 11 mai 2018 à Bunia dans la province de l'Ituri et à Beni dans la province du Nord-Kivu, régions où la situation sécuritaire s'est dégradée il y a quelques semaines. Accompagné du chef des opérations et du coordinateur des Unités de Police Constituées, le Général Awalé s'était déplacé pour faire une évaluation sécuritaire à travers des rencontres avec la Police Nationale Congolaise, les Secteurs de la Police ainsi que les Chefs de bureau de la MONUSCO.



Le Général Awalé, commissaire de la Police MONUSCO à Bunia

En Ituri où la situation sécuritaire s'est dégradée suite à des conflits communautaires, le Général Henri Kapend, Commissaire Provincial de la PNC a fait à l'intention du Général Awalé le point exhaustif de la situation sécuritaire au cours d'une réunion UNPOL-PNC. Le chef de la Police onusienne en RDC a répondu favorablement à la demande de son homologue congolais pour des formations sur la police de proximité et police de la route.

La délégation s'est rendue au camp de l'Unité de Police Constituée de l'Inde après avoir longuement échangé avec la Cheffe du Bureau MONUSCO de Bunia sur la situation sécuritaire. Dans les Unités de Police Constituées de l'Inde basées aussi bien à Bunia qu'à Beni et récemment déployées en RDC, la délégation a pu apprécier des démonstrations dans les domaines de maintien de l'ordre et de technique professionnelle d'intervention. Le Général

Awalé a demandé beaucoup plus d'engagement de leur part lors des situations de crise dans le but de protéger les populations civiles.

A Beni, le Chef de la Police de la MONUSCO a rencontré le Commandant de la Brigade d'Intervention de la Force (FIB) en vue de coordonner les opérations de sécurisation avec UNPOL pour des actions plus efficaces sur le terrain. Le secteur UNPOL ainsi que les Chefs de la PNC à Beni ont eu, eux aussi, des rencontres avec la délégation venue de Kinshasa.

Comme dans l'ensemble, la situation sécuritaire reste très volatile dans les deux régions, des mesures de coordination doivent être prises pour protéger les populations civiles en cas de crise, a recommandé le Général Awalé avant de prendre congé de ses hôtes. ■

Visite du responsable de la formation d'UNPOL à l'école de la PNC

Le coordinateur de la cellule de formation de la Police de la MONUSCO, UNPOL, a visité le 02 mai dernier l'Ecole Nationale de Police (ENP) à Kasangulu dans le Kongo-Central. Il s'agissait d'une visite de prise de contact du nouveau coordinateur, le Commissaire DIAKITE Ibrahim, avec le commandement de cette école qui forme les policiers congolais.

✎ Par NOUKO Gweny Ange /MONUSCO

Au cours des entretiens, le commandement de l'ENP lui a fait une présentation de l'école. Ensuite il a dressé un bilan de la coopération entre UNPOL et l'ENP de KASANGULU. Sur le plan pédagogique, UNPOL apporte son expertise dans la formation des stagiaires. Sur le plan logistique, UNPOL a procédé à la réhabilitation de plusieurs infrastructures

immobilières, telles que la construction du bloc de dortoirs des cadres et la fourniture de 02 réservoirs d'eau pour pallier le manque d'eau en cas de coupure de fourniture. Aussi, 02 groupes électrogènes de 120 KVA et divers équipements composés de matériels d'ameublement, de couchage et de mobilier de bureau ont-ils été offerts à l'ENP par la MONUSCO.

Le Coordinateur de la cellule de

formation d'UNPOL a remercié ses hôtes et les a rassurés de l'engagement de la police de la MONUSCO de soutenir la formation des agents de la Police Nationale Congolaise. A l'issue des différentes interventions, la délégation a eu droit à une visite guidée de l'école. Cette visite a permis de voir les différentes réalisations d'UNPOL ainsi que les stagiaires en situation d'apprentissage. ■

Kasaï Central

Un projet contre le recrutement des enfants dans les groupes armés

Le secrétaire exécutif du Gouvernement de la province du Kasaï central a lancé dans la ville de Kananga au nom de son Gouverneur, un atelier consacrant la mise en œuvre du projet « redevabilité des auteurs et recruteurs d'enfants » dans cette province.

✍ Par Laurent Sam OUSSOU/MONUSCO

Organisé par la MONUSCO à travers sa section Protection de l'enfant, cet atelier qui s'est tenu dans la salle de conférence d'un restaurant de la ville de Kananga va outiller les participants pour contribuer à la redevabilité des auteurs de recrutement d'enfants dans les groupes armés et milices mais aussi lutter contre l'impunité.

Environ, 30 personnes parmi lesquelles, des magistrats militaires, des magistrats civils et des avocats ont leurs

enfants, l'évaluation de leur âge, la protection des témoins et des victimes avant et pendant le procès.

Au cours de la cérémonie de lancement, le Chef du bureau de la MONUSCO a souligné l'importance pour les hommes en uniforme notamment la hiérarchie des FARDC *"de veiller à s'opposer au recrutement d'enfants mais également à ce qu'aucun cas de violence sexuelle ne soit rapporté dans leurs rangs"*.

Le 04 octobre 2012, un plan d'action a été signé entre le Gouvernement de

dans plusieurs autres provinces du pays, si bien que les FARDC viennent d'être radiées de la liste des parties aux conflits armés qui recrutent et utilisent des enfants.

C'est pour soutenir cet élan du Gouvernement, notamment dans le Kasaï central où le phénomène Kamwena Nsapu a favorisé plusieurs violations du droit des enfants, que la MONUSCO a développé ce projet visant à mettre fin à l'impunité des auteurs de recrutement d'enfants.

Ce projet a reçu le financement



Le chef du bureau de la MONUSCO au Kasaï, Charles Frisby; à droite sur la photo, pendant les travaux

capacités renforcées en ce qui concerne la lutte contre le recrutement d'enfants et autres violations graves des droits de l'enfant.

Pour ce faire, l'atelier a parcouru diverses thématiques avec un accent particulier sur la conduite efficace des enquêtes sur le terrain, l'audition des

la République Démocratique Congo et la MONUSCO avec pour objectif de prévenir et lutter contre le recrutement et l'utilisation d'enfants ainsi que les autres violations graves des droits de l'enfant par les Forces Armées et les Services de sécurité de la RDC. Ce plan qui est en pleine mise en œuvre,

du Royaume de Belgique, et est exécuté par la Section de Protection de l'enfant (SPE) de la MONUSCO, avec le partenariat du Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'homme (BCNUDH) et de la Section d'Appui à la Justice et à l'administration pénitentiaire de la MONUSCO. ■

Fatou Bensouda : « La lutte contre l'impunité et la prévention des crimes graves sont primordiales pour la stabilité sociale »



La Procureure de la Cour Pénale Internationale,
Mme Fatou Bensouda

Le jeudi 3 mai 2018, à l'issue de sa visite de trois jours en République démocratique du Congo, la procureure générale de la Cour pénale internationale (CPI), Madame Fatou Bensouda, a souligné l'importance primordiale de lutter contre l'impunité et de prévenir les crimes graves pour promouvoir la stabilité sociale. Durant son séjour, elle a rencontré à Kinshasa, le Chef de l'Etat Joseph Kabila, les autorités politiques et judiciaires, les partis politiques, la société civile et la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO). Les violences perpétrées dans les cinq provinces du Kasai, ainsi qu'au Kivu et à Kinshasa, et la coopération entre la CPI et la RDC étaient au centre de ces rencontres.

✉ Par Tom Tshibangu / MONUSCO

Selon Mme Bensouda, cette visite s'inscrivait dans la continuité de ses déclarations antérieures. "J'ai fait part de mes inquiétudes quant à la situation critique et aux épisodes de violence rapportés en particulier à Kinshasa, à Beni, dans les provinces des Kasai et dans d'autres parties du territoire. J'ai également fait part de mes préoccupations quant aux actes observés à ces occasions, dont il est allégué qu'ils pourraient constituer des crimes relevant de la compétence de la CPI", a-t-elle indiqué.

La procureure de la CPI a dit avoir "demandé aux autorités congolaises de prendre toutes les mesures nécessaires pour que des enquêtes véritables soient menées afin de faire la lumière sur les violences alléguées et de traduire en justice tous les acteurs impliqués dans leur perpétration". Ce faisant, elle a souligné que "c'est en effet la responsabilité première des autorités nationales de mener des enquêtes véritables pour faire la lumière sur ces allégations, comme cela est prévu dans le Statut de Rome ratifié par la RDC".

D'après Mme Bensouda : "la lutte contre l'impunité et la nécessaire prévention de crimes graves relevant du Statut de

Rome de la CPI sont primordiales pour la stabilité sociale. Il est essentiel que des procédures nationales effectives soient menées contre les responsables de tels crimes qui ont troublé cette stabilité. Les appels des nombreuses victimes pour que justice leur soit rendue doivent être entendus".

Se félicitant des progrès réalisés dans le pays en matière de lutte contre l'impunité, Mme Bensouda a cependant encouragé les autorités à renforcer ces efforts de sorte que tous les responsables des crimes atroces allégués de tous bords répondent de leurs actes devant la justice. Son Bureau, a-t-elle indiqué, continuera à interagir dans le cadre d'évaluations et de renforcement continus des capacités et des procédures nationales avec les autorités congolaises et d'autres partenaires pertinents, en conformité avec le principe de complémentarité.

La prévention des crimes graves est une dimension essentielle de la justice, a souligné la procureure de la CPI en invitant tous les acteurs et toutes les parties concernées à continuer à œuvrer pour que des mesures adéquates soient mises en place pour éviter à tout prix la commission de tels crimes. Elle a rappelé que la commission de crimes relevant du Statut de Rome ne peut être tolérée, quelle qu'en soit l'origine et quels qu'en soient les auteurs ou leurs fonctions. Ainsi, toute personne qui commet ou ordonne que soient commis des crimes relevant de la compétence de la CPI ou encore incite, encourage ou contribue à la commission de tels crimes est passible de poursuites, a prévenu Mme Bensouda.

"Avec une extrême vigilance, nous allons continuer à suivre de près la situation sur le terrain et à échanger avec tous les acteurs pertinents, y compris les populations civiles, les autorités congolaises, toutes les parties prenantes et la société civile. Nous sommes plus que jamais déterminés à soutenir et à renforcer les efforts et les capacités pour prévenir la violence criminelle et n'hésiterons pas à poursuivre les responsables d'atrocités commises en RDC dans le cadre de la complémentarité et de la coopération prévues par le Statut de Rome", a conclu la procureure de la CPI. ■

Source : Bureau du Procureur



Au milieu, le Gouverneur du Kasai-Central, Denis Kambayi avec à sa droite, Charles Frisby, le chef du bureau de la MONUSCO au Kasai

Soutien du BCNUDH au barreau de Kananga pour l'accès à la justice

Le gouverneur du Kasai-Central a lancé officiellement mercredi 09 mai le projet dénommé « Accès des victimes des violences sexuelles à la justice ».

✎ Par Laurent Sam OUSSOU/MONUSCO

Financé par le Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme (BCNUDH), ce programme est exécuté par le Barreau de Kananga. Selon le bâtonnier Me Dominique Kambala, les objectifs de ce projet sont *“l'assistance judiciaire gratuite aux victimes de violence sexuelle et d'abus de droits, le renforcement des capacités des avocats du barreau de Kananga et la sensibilisation des populations sur l'impact des violences sexuelles dans notre société”*.

De nombreuses personnes ont été en effet affectées par la dernière crise née du phénomène Kamuina Nsapu dans la région du Kasai. Ainsi, et après avoir constaté que la plupart des victimes des violences sexuelles ne bénéficient pas d'une assistance judiciaire, le Barreau de Kananga indique avoir initié ce projet en leur faveur.

D'une durée de six mois, ce projet est financé à hauteur de 13 500 dollars américains. Indiquant que les violences sexuelles doivent cesser, Abdoul Aziz Thioye, le Directeur du BCNUDH,

soutient que les victimes ont droit non seulement à une assistance, mais aussi à une justice équitable. *“Aucune violence sexuelle ne doit rester impunie. Les victimes des violences sexuelles attendent des initiatives pour les soutenir afin que justice leur soit rendue”* a-t-il dit.

Gouverneur du Kasai-Central,

Denis Kambayi, a souligné que son administration va souscrire à toute action visant à venir en aide aux personnes touchées par les violences qui ont secoué l'espace Kasai. Une moto a été remise au Barreau de Kananga pour la mobilité par rapport au suivi des dossiers des bénéficiaires du projet. ■



Denis Kambayi, Gouverneur du Kasai-Central saluant Abdoul Aziz Thioye, le Directeur du BCNUDH

Aide de la MONUSCO à 18 radios communautaires de Butembo

Les journalistes de Butembo ont commémoré jeudi 03 mai 2018 deux événements majeurs. D'abord la célébration de la Journée Mondiale de la liberté de la presse ; et ensuite la remise officielle du projet à impact rapide (QIPS) d'appui en énergie solaire à 18 radios communautaires de la ville de Butembo d'une valeur d'environ 50.000 dollars américains. C'est une initiative de la MONUSCO-Beni au travers de sa Section de l'Information publique.



Un échantillon des panneaux solaires remis à la presse de Butembo

✍ Par Alain Coulibaly /MONUSCO

Concernant la célébration de la Journée Mondiale de la liberté de la presse les participants ont surtout réfléchi, à travers trois exposés, sur les enjeux de la profession dans une année électorale et la déontologie journalistique. Puis l'on a eu droit, à la remise de brevets aux 26 lauréats ayant participé à une formation sur les techniques de reportage organisée en 2017 par un expert en communication (Walter Mulondi de la Radio de Nations Unies en Haïti).

Au sujet des panneaux solaires octroyés par la MONUSCO-Beni à 18 radios communautaires de Butembo, le collectif des médias de Butembo a tenu à adresser ses sincères remerciements aux autorités de la MONUSCO pour ce geste de générosité qui va permettre

selon, Robert Kahumula, vice-président du collectif des médias de la ville "d'économiser entre 6 et 8 litres de carburant par jour...".

La Journée mondiale de la liberté de la presse a été célébrée également à Beni par les journalistes de la ville réunis au sein de l'Union Nationale des Journalistes du Congo (UNPC) avec, comme temps forts, la rencontre entre les autorités locales, la MONUSCO, les FARDC ainsi que la PNC autour du thème du jour : "Media, justice et état de droit : les contre-poids du pouvoir" ainsi que de la liberté de la presse et de la déontologie... Auparavant, les journalistes de Beni ont planté un arbre symbolisant la liberté de la presse dans la concession d'une radio de la place, Radio Télé Graben...

Enfin, le clou des activités à Beni a

été le match de football qui a opposé le samedi 05 mai 2018 au stade de la ville de Beni l'équipe de football de la MONUSCO (UMOJA FC) à l'équipe des journalistes de Beni...

Cette cérémonie a donné lieu à plusieurs réactions des responsables de ces radios bénéficiaires de cette aide de la MONUSCO. Ci-dessous, quelques-unes de ces réactions.

Réactions des quelques bénéficiaires

Rashidi Amouri Kasongo, Directeur de la Radio-Télévision Victoire Horizon, RTVH Butembo :

D'abord c'est remercier la MONUSCO pour cet appui en énergie, ça nous aide beaucoup dans le cadre de nos activités comme radio. Par rapport à ce que nous étions en train de consommer

avant, notre fournisseur de l'énergie arrêta ses activités autour de 21h00 et de 21 heures à zéro heure, nous étions obligés d'acheter du carburant. Et pour le moment, avec cette énergie solaire, nous fonctionnons de 21h00 à 0 heure sans problème.

Janvier Mamboleo, Directeur de la RTGB Butembo :

Nous sommes très satisfaits, et nous remercions sincèrement la MONUSCO pour cet appui qu'elle a accordé à toutes les radios de la ville de Butembo. Personnellement comme RTGB ici, j'avais un problème d'énergie. Mais avec cet appui justement, la radio est en train d'émettre sans coupure, sans pause... alors nous sommes très contents pour ce que la MONUSCO a fait pour nous.

Kambale Maghaniryo Clovis, Directeur de la Radio-Télévision Scolaire de Butembo :

Nous remercions la MONUSCO à travers son service de communication pour avoir songé aux radios de la ville de Butembo dont la RTSB. Le don vraiment est en train de nous rendre un bon service d'environ quatre heures. La radio qui avait des difficultés d'émettre à partir de 19h30, actuellement, elle va jusque 22h00 sans problèmes.

Kasmald Mahamba, Directeur de la Radio RASO FM :

Je remercie la MONUSCO parce que cette œuvre est grandiose. Ce n'est pas n'importe qui qui songe aux médias. Les panneaux dotés par la MONUSCO, les batteries et donc l'équipement ça tient; je n'ai pas de commentaires et je vois que leur appui est toujours convenable et normal.

Kennedy Wema, Manager de la Radio Soleil :

Je dois affirmer que nous sommes particulièrement contents pour ce don que la MONUSCO nous a accordé à travers le projet de renforcement ou d'appui en énergie aux radios de Butembo. La Radio Soleil a été bénéficiaire ; nous, nous avons au moins sept heures d'autonomie avec l'émetteur que nous utilisons. Nous, nous sommes Radio Soleil, ça veut dire déjà nous utilisons l'énergie solaire. Et comme nous sommes axés sur la protection de l'environnement, les énergies renouvelables étaient déjà notre cheval de bataille. Et voilà, nous l'avons, nous avons l'énergie solaire. Merci à la MONUSCO, ce projet nous satisfait !



Remise de brevets de formation sur les techniques de reportage suivie en 2017

Mutuka Kalumbi Dieudonné, Directeur de la Voix de l'Université Catholique du Graben :

Bon, je suis très content que ce projet ait abouti. Cela faisait une année qu'on travaillait sur ce projet avec les amis de la MONUSCO. Et finalement, les équipements sont arrivés. Les problèmes étaient énormes parce que le défi pour les médias qui fonctionnent à Butembo est connu ; c'est que l'énergie pose problème, il n'y a pas de courant ici. Dans le public de Butembo, il n'y a pas beaucoup d'annonceurs pour permettre aux médias de couvrir les frais de fonctionnement, les salaires et autres. Et donc le peu de ressources qui entrent sont dépensées en termes de carburant. Et donc le projet d'appui en énergie solaire aux médias de Butembo c'était quelque chose de très louable et c'est arrivé à point nommé. Nous l'avons réceptionné le 03 mai dernier, journée dédiée à la liberté de la presse. Ça nous fait plaisir parce qu'après les installations, nous avons un feedback de différentes radios qui nous disent que le temps d'autonomie grâce à cet équipement qui a été octroyé à ces différents médias s'est très bien amélioré. Il y a certaines radios qui vont jusqu'à six heures d'autonomie, d'autres à quatre heures, il y a apparemment d'autres qui vont jusqu'à huit heures d'autonomie. Cela fait un plus parce que si on devait traduire ce temps d'autonomie en terme d'argent, ça fait un gain pour ces radios. Ce pour quoi nous tenons beaucoup à remercier la MONUSCO d'avoir pensé

aux radios, aux médias de Butembo et nous espérons qu'il y aura aussi d'autres projets qui viendront parce que les radios de Butembo ont beaucoup de défis. Nous espérons que ce n'est qu'un début de collaboration entre les médias de Butembo et la MONUSCO, notre partenaire. ■

Les 18 radios de Butembo bénéficiaires de l'aide de la MONUSCO

1. Radio Moto de Butembo
2. Radio La Voix de l'Université Catholique du Graben
3. Radio Elimu
4. Radio Victoire Horizon
5. Radio Tele Graben Butembo
6. Radio Muthembo
7. Radio Cetrobo
8. Radio Upendo Kivu
9. Radio Communautaire Lubwe
10. Radio Sauti ya Wakulima
11. Radio pour le soutien aux Orphelins de Butembo
12. Radio Ebenezer
13. Radio Evangelique de Butembo
14. Radio Soleil
15. Radio Wikongo
16. Radio Communautaire Utamaduni
17. Radio Patriarcale d'Afrique
18. Radio Tele scolaire de Butembo

La MONUSCO appuie la construction d'une école à Kabalo

Le Bureau DDR/RR de la MONUSCO Kalemie a procédé en fin avril 2018 à la remise officielle d'un projet réalisé dans le cadre de la Réduction des Violences communautaires dans le territoire de Kabalo (300 kms de Kalemie) dans la province du Tanganyika. C'était au cours d'une cérémonie organisée dans l'enceinte de l'Institut Ndolanga, école qui a bénéficié dudit projet. Il s'agit d'un bâtiment de trois salles de classe et un bloc latrines de deux portes.

✂ Par Salvator Musavuli, DDR /MONUSCO



Les locaux de l'Institut Ndolanga qui a bénéficié de l'appui de la MONUSCO

Ce projet qui vise à favoriser la cohabitation pacifique entre les communautés Bantoue et Twa dans le territoire de Kabalo a été exécuté pendant trois mois par l'ONG Internationale African Initiatives for Relief Development (AIRD). La cérémonie a eu lieu en présence de l'Administrateur Adjoint du territoire de Kabalo, des membres du conseil de sécurité, des populations locales et en particulier des élèves qui ont exprimé leur joie d'étudier dans de bonnes conditions.

Le Chef de la Sous-Division de l'Enseignement primaire et secondaire a remercié la MONUSCO pour toutes les actions menées dans la recherche et la restauration de la paix en RDC. Il a, en outre, émis le vœu de voir d'autres projets similaires émerger, vu le nombre et les conditions déplorables des infrastructures scolaires dans le milieu.

A sa suite, les autres intervenants ont également exprimé leurs remerciements à la MONUSCO. Ce fut le cas du Préfet des Études de l'Institut Ndolanga, du représentant de l'ONG internationale AIRD, de même que l'Administrateur Adjoint, en charge des questions politiques et administratives délégué de l'Administrateur du territoire. Ce dernier a évoqué tous les efforts consentis par la MONUSCO pour stabiliser les zones en conflit et trouver des solutions qui

permettent le dialogue et le retour à une vie sociale paisible pour les populations. Pour l'Administrateur, des projets du genre sont les bienvenus dans sa juridiction.

Le Responsable de la Section DDR/RR Kalemie, s'exprimant à son tour, a remercié le partenaire d'exécution, AIRD, pour son engagement à offrir un merveilleux patrimoine aux jeunes, en particulier, et à la population du territoire de Kabalo, en général. Il a toutefois souligné que chaque individu, en particulier les autorités scolaires et administratives locales, doit en faire un usage efficace pour que les générations à venir puissent également en bénéficier.

Il s'en est suivi la coupure du ruban symbolique par l'autorité territoriale et le Responsable de la Section DDR/RR Kalemie avant la remise des clés pour l'ouverture des salles de classe. La communauté locale, le corps enseignant ainsi que les élèves ont tous exprimé leur satisfaction et gratitude à travers des chants et des danses folkloriques, selon la coutume du milieu.

Ce projet est un jumeau d'un autre, réalisé, cette fois à Nyunzu, territoire voisin à l'Est du territoire de Kabalo, dans le même cadre de Réduction des Violences Communautaires et inauguré deux mois plus tôt, soit le 16 février 2018. ■

A l'initiative de l'Equipe de Conduite et Discipline (CDT) de la MONUSCO à Saké dans le territoire de Masisi

Lancement d'un projet d'assistance aux victimes d'abus et d'exploitations sexuels

Par Gabriel Wamenya et Amadou BA /MONUSCO



L'assistance lors de la cérémonie de lancement officiel de ce projet d'assistance initié par CDT

Coup d'envoi le 08 mai 2018 à Sake, zone située à 27 km à l'ouest de Goma dans le territoire de Masisi, du projet d'assistance aux victimes d'abus et d'exploitation sexuels.

Un des temps forts de cette cérémonie a été la remise officielle d'une bâtisse de 200 m², totalement construite en planches où désormais une centaine de femmes vulnérables et victimes d'abus et d'exploitation sexuels reprendront leurs destins en mains, à travers plusieurs métiers comme par exemple la culture de champignons, la coupe-couture, la pâtisserie, la savonnerie, la cuisine améliorée, la coiffure et l'élevage qui généreront à la fois de la nourriture et des revenus à court et à long terme.

D'un montant total de 175 000\$

financé par United Nations Trust Fund sur contribution du Japon et de la Norvège, ces projets concernent les provinces du Nord et Sud-Kivu notamment Sake, Bujovo, Munigi et Kavumu. Ils seront exécutés par SYAM en partenariat avec les réseaux communautaires de signalements et protection contre les abus et exploitations sexuels (SEA) commis par le personnel de la MONUSCO en RDC.

Autonomisation des femmes

Les objectifs de ces projets sont multiples. Ils consistent entre autres à renforcer la résilience des communautés en offrant des alternatives aux jeunes et femmes victimes et/ou exposées aux abus et exploitations sexuels afin de réduire la prostitution mais aussi de faciliter le retour et la réinsertion des

jeunes et femmes victimes dans leur milieu d'origine.

Formation et sensibilisation

En outre, il s'agit de renforcer les mécanismes de sensibilisation et de signalement et d'orientation des plaintes au niveau local tout en renforçant la capacitation des jeunes et femmes vulnérables à travers la formation professionnelle. De plus les projets contribuent à la sensibilisation des victimes de l'exploitation sexuelle et de la population à risque dans des zones reculées du Nord-Kivu et d'arrêter de suivre les troupes de la MONUSCO. Au total 4 réseaux communautaires de signalement et d'accompagnement des victimes des abus et exploitations sexuels et 460 personnes vulnérables sont bénéficiaires du projet.

Conduite et Discipline

En ouvrant la cérémonie au nom de la Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies en RDC, Nancee Oku Bright, directrice du cabinet de Mme Leila Zerrougui a mis en garde tout le personnel du système des Nations-unies contre les mauvaises conduites. Certaines de ces relations sont considérées comme des violations graves et font l'objet d'une tolérance zéro en particulier, lorsqu'elles sont qualifiées d'exploitation et / ou d'atteinte sexuelle. Elles sont sévèrement punies par l'administration interne des Nations Unies – punition qui peut aller jusqu'à la radiation pour les fonctionnaires et le rapatriement pour les personnels en uniformes, avec la non possibilité de revenir. C'est pourquoi, un certain nombre de dispositions sont mises en place par le Système des Nations Unies en général et la MONUSCO en particulier pour réguler ces relations, aussi bien dans le cadre des échanges purement professionnels que dans les rapports personnels afin de prévenir les risques. Ceci afin de s'assurer que non seulement les populations, mais également les personnels sont efficacement protégés des conséquences dévastatrices qui pourraient découler de ces interactions.

Restaurer la dignité des femmes

De son côté, la Directrice exécutive



4^{ème} à partir de la droite et en lunettes, Mme Nancee Oku Bright, directrice de cabinet de Mme Leila Zerrougui

adjointe de l'UNICEF s'est dit très touchée par ces témoignages. Mme Fatoumata Ndiaye a ajouté que ce programme mis en place contribuera sans doute à restaurer la dignité de ces femmes. Elle a rassuré les victimes qu'il y aura un suivi des agences spécialisées sur l'évolution des activités de ces projets.

Lui succédant, le vice-gouverneur du Nord-Kivu, Feller Lutahichirwa, a plaidé pour que le projet s'étende à d'autres agglomérations touchées par cette problématique.

Cette cérémonie, très émouvante,

s'est déroulée en présence des victimes, des hautes personnalités de la MONUSCO, du gouvernement provincial ainsi que des responsables coutumiers.

Une des bénéficiaires n'a pas caché sa satisfaction : *"Aujourd'hui dans notre action nous venons de bénéficier d'un projet ayant trois volets, notamment la coupe-couture, la pâtisserie la culture des champignons. Maintenant, nous n'aurons plus besoin de passer sous les barbelés des camps de la MONUSCO pour chercher 1 dollar afin de nourrir nos familles"*. ■



Mme Nancee Oku Bright (en lunettes) suivant les explications sur l'une des réalisations des femmes de Sake



© UN Photo/Monusoc

#PK70

1948-2018

NATIONS UNIES

MAINTIEN DE LA PAIX

70 ANNÉES DE SERVICE ET DE SACRIFICE

JOURNÉE INTERNATIONALE DES CASQUES BLEUS DE L'ONU

29 MAI